

NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE

UN LIBRARY



NOV - 6 1978

UN/DA COLLECTION



Distr.  
GENERALE  
A/33/301  
26 octobre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
Point 71 de l'ordre du jour

ACCELERATION DU TRANSFERT DE RESSOURCES REELLES  
AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 32/181 du 19 décembre 1977, l'Assemblée générale traite de deux grandes questions touchant à l'accélération du transfert de ressources réelles aux pays en développement : premièrement, elle demande aux pays développés d'appliquer les dispositions convenues relatives au volume et aux conditions des apports de ressources réelles aux pays en développement formulées dans la résolution 150 (XVI) du Conseil du commerce et du développement; deuxièmement, elle les prie d'accroître d'une manière substantielle leurs apports d'aide publique au développement et de donner suite aux engagements pris lors de la Conférence sur la coopération économique internationale. Plus précisément, elle réitère les suggestions présentées à la Conférence, tendant à accroître les apports des pays en développement. Au paragraphe 7 de la résolution, l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de suivre les progrès réalisés dans l'application de la résolution et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session.

2. Au paragraphe 6 de la résolution, l'Assemblée générale prie aussi le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) d'étudier, en lui donnant le rang de priorité voulu, la question du transfert de ressources réelles aux pays en développement et de présenter un rapport intérimaire, accompagné des observations du Conseil du commerce et du développement, à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session.

3. Le présent rapport a été établi conformément aux paragraphes 6 et 7 de la résolution 32/181.

4. Dans le rapport qui a été soumis au Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale, lors de sa première session (A/AC.191/7 et Corr.1), intitulé "Transfert de ressources réelles aux pays en développement", le secrétariat de la CNUCED fournit notamment une évaluation de la suite donnée par les pays donateurs aux recommandations formulées dans la résolution 150 (XVI) du Conseil du commerce et du développement. Le rapport sur l'accélération du

transfert de ressources réelles aux pays en développement (TD/B/711), qui est reproduit en annexe au présent document, reprend, en les mettant à jour les renseignements contenus dans le document A/AC.191/7 et Corr.1 et traite de la deuxième grande question visée dans la résolution de l'Assemblée générale, à savoir les apports d'aide publique des pays développés au développement, au regard des engagements qu'ils ont pris à la Conférence sur la coopération économique internationale.

5. Les observations du Conseil du commerce et du développement sur le document TD/B/711 figurent dans son rapport sur sa dix-huitième session (voir A/33/15, vol. II).

/...

ANNEXE<sup>x</sup>

Rapport du Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies  
sur le commerce et le développement

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s
I. INTRODUCTION .....	1 - 2
II. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT .....	3 - 9
III. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES A LA CONFERENCE SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REITEREES DANS LA RESOLUTION 32/181 DE L'ASSEMBLEE GENERALE .....	10 - 35

---

<sup>x</sup> Texte précédemment publié sous la cote TD/B/711.

## I. INTRODUCTION

1. Sans sa résolution 32/181, l'Assemblée générale, entre autres choses, prie le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement d'étudier, en lui donnant le rang de priorité voulu, la question du transfert de ressources réelles aux pays en développement et de présenter un rapport intérimaire, accompagné des observations du Conseil du commerce et du développement, à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session.

2. Dans le document A/AC.191/7 et Corr.1 intitulé "Transfert de ressources réelles aux pays en développement", qui a été soumis à la première session du Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale, le secrétariat de la CNUCED traite des questions visées par la résolution 32/181 de l'Assemblée générale et fait ressortir les principales orientations. Le présent rapport complète le document A/AC.191/7 et Corr.1 et donne des renseignements plus récents concernant le transfert de ressources réelles aux pays en développement.

## II. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

### A. Volume

3. Le tableau 1 montre quels ont été, de 1971 à 1977, les écarts entre les apports des pays du Comité d'aide au développement (CAD) et l'objectif de 0,7 p. 100; à noter que les chiffres pour 1977 sont provisoires. On peut y voir que la part de l'aide publique au développement (APD) dans le produit national brut global de ces pays est tombée de 0,34 p. 100 en 1971 à 0,30 p. 100 en 1977. D'ailleurs, ce dernier chiffre est, mis à part celui de 1973, le plus bas depuis que les premières statistiques sur l'aide au développement ont été rassemblées vers le milieu des années 50.

4. Comme il est expliqué dans le document A/AC.191/7 et Corr.1, ces résultats décevants des pays du CAD considérés globalement viennent de ce que certains des principaux pays du groupe (à la fois par leur PNB et leurs versements au titre de l'APD), notamment les Etats-Unis d'Amérique, le Japon et la République fédérale d'Allemagne, ont fourni une aide dont la part dans le PNB est nettement inférieure à la part moyenne du groupe. Des renseignements récents montrent que l'APD fournie par les Etats-Unis en 1977 est inférieure de quelque 200 millions de dollars au chiffre de 1976 (voir tableau 2) et que dans le même temps le rapport APD/PNB est tombé de 0,25 à 0,22 p. 100. L'APD fournie par la République fédérale d'Allemagne en 1977 est restée pratiquement au même niveau qu'en 1976 quand on la convertit en dollars des Etats-Unis, ce qui fait qu'elle représente un pourcentage nettement plus faible de son PNB. Dans le cas du Japon, les versements nets au titre de l'APD font ressortir en 1977 une augmentation de 300 millions de dollars, mais elle est sensiblement moindre quand on la mesure en yen.

5. L'aide de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède dépasse largement l'objectif de 0,7 p. 100 et pour ce qui est de la Suède, la part du PNB atteint presque 1 p. 100.

/...

6. Les perspectives d'une amélioration substantielle de l'aide publique au développement sont incertaines. Etant donné que les versements effectifs sont fonction des engagements pris les années précédentes, on peut se faire une idée des perspectives futures en examinant les engagements d'APD courants. Comme on le voit au tableau 3, le rapport de ces engagements au PNB ne fait pas apparaître de tendance à la hausse pour le groupe de pays du CAD. En fait, il est tombé de 0,47 p. 100 en 1976 à 0,44 p. 100 en 1977. Parmi les principaux pays du CAD, ce sont les engagements d'APD du Japon qui ont le plus augmenté en 1977 : ils ont presque doublé quand on les exprime en dollars des Etats-Unis et leur part dans le PNB est passée de 0,27 p. 100 en 1976 à 0,38 p. 100 en 1977. En revanche, entre ces deux années, le rapport des engagements d'APD au PNB a baissé dans le cas de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis et il est resté inchangé dans celui de la République fédérale d'Allemagne. Les chiffres pour les autres pays ne sont pas uniformes; à noter que les Pays-Bas et la Suède ont dépassé en 1977 la cote "1 p. 100".

7. De ce qui précède on peut conclure que, si les politiques actuelles sont maintenues, il est hautement improbable que l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide publique au développement sera atteint d'ici à 1980 ou même 1985. Pour qu'il le soit, il faudrait que tous les pays développés qui ne l'ont pas encore fait entreprennent un programme énergique d'expansion de leurs engagements d'APD et adoptent des techniques de prêt qui raccourciraient le délai considérable entre les engagements et les versements. A cet égard, il est tout particulièrement important que "les pays développés" consentent "des efforts d'autant plus grands qu'ils sont plus éloignés de l'objectif", comme le demandent la résolution 150 (XVI) du Conseil et le rapport de la Conférence de 1977 sur la coopération économique internationale.

#### B. Conditions

8. La résolution 150 (XVI) du Conseil du commerce et du développement contient plusieurs recommandations concernant les conditions de l'aide publique au développement. Plus précisément, il y est recommandé que chaque pays développé s'efforce de porter l'élément de libéralité à 90 p. 100 au moins au total dans ses engagements d'APD et, en outre, il y est demandé instamment que toute l'aide au développement destinée aux pays les moins avancés soit fournie essentiellement sous forme de dons. On trouvera au tableau 4 des renseignements sur les conditions de l'APD fournis certaines années par les pays donateurs du CAD. En 1977, 14 de ces pays (c'est-à-dire tous sauf le Japon, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne) ont dépassé la norme de 90 p. 100 préconisée pour l'élément de libéralité dans la résolution 150 (XVI) du Conseil du commerce et du développement. Mis à part le Japon (et, pour une très faible marge, la République fédérale d'Allemagne), tous les pays donateurs du CAD ont satisfait en 1977 à la norme un peu moins rigoureuse de 86 p. 100 recommandée pour l'élément de libéralité à la Conférence sur la coopération économique internationale. La moyenne générale s'est chiffrée en 1977 à 89,0 p. 100, ce qui est nettement mieux que les 82,2 p. 100 de 1971 et, en fait, chaque pays donateur du CAD a amélioré l'élément de libéralité total incorporé dans son APD pendant la période de 1971 à 1977. Cette amélioration

/...

Tableau 1

Apports financiers des pays membres du CAD par rapport à l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'aide publique au développement a/

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
<u>Pays ayant atteint l'objectif de 0,7 p. 100 pour l'APD en 1977 b/</u>							
Suède	0,47	0,48	0,56	0,72	0,82	0,82	0,99
Pays-Bas	0,58	0,67	0,52	0,65	0,75	0,82	0,84
Norvège	0,55	0,45	0,44	0,64	0,55	0,70	0,82
<u>Pays ayant dépassé la moyenne d'APD pour les pays membres du CAD en 1977 b/</u>							
France	0,65	0,65	0,57	0,59	0,62	0,62	0,53
Danemark	0,45	0,45	0,48	0,55	0,58	0,56	0,51
Canada	0,42	0,47	0,45	0,46	0,55	0,46	0,51
Australie	0,55	0,59	0,44	0,55	0,60	0,42	0,45
Belgique	0,50	0,55	0,51	0,50	0,50	0,50	0,45
Royaume-Uni	0,59	0,37	0,55	0,57	0,57	0,58	0,58
Nouvelle-Zélande	0,25	0,25	0,27	0,31	0,52	0,41	0,35
<u>Pays n'ayant pas atteint la moyenne d'APD pour les pays membres du CAD en 1977 b/</u>							
Allemagne, Rép. féd. d'	0,53	0,50	0,23	0,54	0,38	0,29	0,26
Autriche	0,06	0,08	0,15	0,13	0,17	0,12	0,24
Etats-Unis d'Amérique	0,31	0,28	0,25	0,25	0,26	0,25	0,22
Japon	0,25	0,21	0,25	0,25	0,25	0,20	0,21
Suisse	0,12	0,21	0,16	0,13	0,19	0,19	0,19
Finlande	0,12	0,15	0,16	0,17	0,16	0,18	0,17
Italie	0,15	0,08	0,11	0,16	0,11	0,15	0,09
Total pour le CAD	0,24	0,32	0,29	0,33	0,35	0,32	0,30

Sources : OCDE, Coopération pour le développement, Etude pour 1977 (Paris, 1977) et Communiqué de presse de l'OCDE A(78)24, Paris, 19 juin 1978.

a/ Courants nets de ressources financières destinés aux pays et territoires en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie et aux institutions multilatérales, en pourcentage du PIB au prix du marché.

b/ Classés dans l'ordre décroissant de la moyenne atteinte en 1977 par rapport à l'objectif d'APD.

Tableau 2

Montants nets des fonds d'APD versés par les pays membres du CAD aux pays en développement et  
aux institutions multilatérales de développement  
(En millions de dollars)

Pays	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Australie	202,1	266,9	285,8	430,2	506,7	334,7	426,6
Autriche	12,4	17,1	40,4	59,2	63,2	46,7	116,0
Belgique	145,2	192,3	233,3	268,4	275,8	326,5	368,0
Canada	385,8	491,5	509,6	709,3	871,8	886,0	990,0
Danemark	74,0	95,7	131,7	168,0	205,2	214,3	255,3
Finlande	13,3	20,4	28,0	37,9	48,1	50,6	48,7
France	1 059,4	1 270,5	1 459,8	1 616,9	2 097,0	2 155,0	2 354,0
Allemagne, Rép. féd. d'	712,4	768,9	964,6	1 315,8	1 600,0	1 303,0	1 310,0
Italie	155,1	97,7	153,0	238,8	186,0	215,0	165,0
Japon	510,5	610,7	1 009,6	118,5	1 137,8	1 100,0	1 451,0
Pays-Bas	214,6	305,1	312,1	435,6	602,2	719,0	899,0
Nouvelle-Zélande	16,7	20,6	29,1	39,3	65,8	53,2	50,4
Norvège	42,3	62,8	86,8	121,3	183,8	218,0	296,9
Suède	156,6	197,7	275,3	400,6	566,3	606,4	779,0
Suisse	28,3	65,1	65,1	65,2	103,8	111,0	117,0
Royaume-Uni	538,5	586,3	588,1	707,2	854,0	827,0	907,0
Etats-Unis d'Amérique	3 241,0	3 188,0	2 993,0	3 483,0	4 020,0	4 304,0	4 100,0
Total pour le CAD	7 508,2	8 256,3	9 165,3	11 225,1	13 497,3	13 536,4	14 635,9

Sources et notes : Rapport du Président du CAD, livraisons diverses, Communiqué de presse de l'OCDE A(78)24, 19 juin 1978 et OCDE, Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement. Les chiffres ont été corrigés par le secrétariat de la CNUCLD pour exclure dans la mesure du possible les apports destinés à des pays de l'Europe méridionale. Pour les années où les chiffres exprimant ces apports étaient négatifs (par exemple, l'Italie en 1974), les chiffres indiqués ici sont supérieurs à ceux qui sont signalés par le CAD.

...

Tableau 3

Engagements des pays membres du G-6 en matière d'aide publique  
au développement a/

	Total (millions de dollars)					Part en pourcentage du PIB			
	1971	1975	1976	1977	1971	1975	1976	1977	1977
Australie	171,3	443,8	420,1	552,9	0,69	0,53	0,45	0,59	0,59
Autriche	21,1	47,1	69,2	69,1	0,13	0,13	0,17	0,14	0,14
Belgique	173,5	447,8	490,5	595,1	0,59	0,70	0,73	0,74	0,74
Canada	416,1	1 119,0	1 189,1	1 315,1	0,45	0,74	0,62	0,57	0,57
Danemark	117,1	234,9	227,0	(286,4)	0,67	0,51	0,59	(0,53)	(0,53)
Finlande	"	59,5	57,9	40,0	-	0,23	0,21	0,20	0,20
France	1 307,6	2 693,8	2 577,2	2 519,8	0,88	0,52	0,74	0,59	0,59
Allemagne, Rép. féd. d'	950,7	171,2	2 238,2	2 562,2	0,44	0,57	0,50	0,50	0,50
Italie	310,6	200,9	215,3	189,0	0,21	0,12	0,13	0,10	0,10
Japon	769,6	1 336,7	1 477,0	(2 602,0)	0,34	0,24	0,27	(0,38)	(0,38)
Pays-Bas	333,6	732,6	1 168,7	(1 217,9)	0,64	0,91	1,33	1,15	1,15
Nouvelle-Zélande	"	65,5	51,7	35,8	-	(0,51)	0,40	0,25	0,25
Norvège	53,7	227,2	239,7	274,2	0,42	0,32	0,77	0,77	0,77
Suède	199,7	628,7	644,1	997,2	0,56	0,91	0,87	1,27	1,27
Suisse	31,6	113,7	123,9	(138,7)	0,13	0,30	0,23	(0,22)	(0,22)
Royaume-Uni	715,7	1 343,7	1 154,6	1 059,2	0,52	0,55	0,52	0,44	0,44
Etats-Unis d'Amérique	3 911,8	4 327,0	7 063,8	6 175,0	0,37	0,29	0,41	0,33	0,33
Total pour le G-6	9 506,8	16 492,1	19 418,0	20 749,8	0,43	(0,43)	0,47	0,44	0,44

Sources : OCDE, Coopération pour le développement, livraisons diverses et Communiqué de presse de l'OCDE N(78)24, 19 juin 1978.

a/ Les chiffres comprennent les engagements à l'égard de pays de l'Europe méridionale.



Tableau 4

Conditions de l'aide publique au développement et leur degré de conformité avec la résolution 150 (XVI) du Conseil du commerce et du développement

	Dons en pourcentage des engagements totaux				Elément de libéralité total des engagements d'APD				Elément de libéralité total dans le cas des pays les moins avancés a/			
	1971	1975	1976	1977	1971	1975	1976	1977	1971	1975	1976	1977
Australie	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Autriche	53,3	91,9	90,7	92,3	67,0	92,3	95,8	94,8	24,2	100,0	100,0	100,0
Belgique	91,4	92,2	91,7	90,9	97,0	97,3	98,2	98,3	100,0	100,0	99,0	99,0
Canada	65,6	72,7	80,7	77,3	92,4	96,4	97,3	97,5	96,7	94,7	98,3	98,3
Danemark	60,5	74,1	81,0	(82,8)	93,0	96,0	96,6	97,1	21,0	98,6	91,5	91,5
Finlande	-	63,5	70,2	89,9	-	91,5	90,8	97,0	-	87,8	84,8	84,8
France	75,7	80,9	83,4	84,8	84,3	(89,3)	90,6	(91,4)	28,5	97,0	87,9	87,9
Allenmark, Rép. féd. d'	53,7	55,8	55,9	58,2	83,7	84,8	(95,2)	85,7	85,5	95,0	91,1	91,1
Italie	24,9	83,5	85,4	93,4	50,5	90,5	93,1	97,4	52,3	100,0	100,0	100,0
Japon	52,6	35,4	43,2	(37,7)	64,9	70,2	74,9	(70,2)	25,3	86,0	72,7	72,7
Pays-Bas	70,3	33,9	70,6	77,3	87,2	93,9	87,0	91,1	58,5	95,0	93,1	93,1
Nouvelle-Zélande	..	(97,1)	95,7	100,0	..	(98,2)	97,4	100,0	..	100,0	100,0	100,0
Norvège	98,5	99,6	100,0	100,0	99,4	99,8	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Suède	75,5	95,4	98,4	98,1	96,4	99,2	99,9	(99,8)	(98,4)	100,0	100,0	100,0
Suisse	51,2	66,6	77,0	(87,3)	88,6	91,2	90,2	(95,0)	100,0	90,0	98,2	98,2
Royaume-Uni	47,0	91,1	94,8	94,6	91,4	(96,9)	97,6	96,9	87,4	99,0	99,7	99,7
Etats-Unis d'Amérique	59,2	58,1	58,8	67,0	84,3	85,4	85,6	88,6	90,4	92,0	92,7	92,7
Total pour le CAD	59,7	(69,0)	69,6	71,5	82,2	(88,3)	88,5	89,0	88,8	95,4	(92,1)	(92,1)

Sources : Rapport du Président du CAD, livraisons diverses et Communiqué de presse de l'OCDE A(78)24, 19 juin 1978.

a/ Il s'agit des pays qui composent la liste de 25 pays établie par l'Assemblée générale dans sa résolution 2768 (XVI) et auxquels ont été ajoutés par des décisions ultérieures le Bangladesh, le Cap-Vert, l'Empire centrafricain, les Comores, le Yémen démocratique et la Gambie.

traduit à la fois une augmentation de la part des dons (qui représentait 71,5 p. 100 des engagements d'APD du CAD de 1977 contre 58,7 p. 100 en 1971) et une augmentation du degré de libéralité des prêts publics au développement (avec un élément "don" de 61,4 p. 100 en 1977 contre 56,9 p. 100 en 1971).

9. En ce qui concerne l'autre objectif - à savoir que l'APD destinée aux pays les moins avancés soit fournie essentiellement sous forme de dons -, la situation est moins claire car les derniers renseignements connus sont ceux de 1976. Il convient de noter néanmoins que cette année-là les programmes d'aide de six pays du CAD - Australie, Autriche, Italie, Nouvelle-Zélande, Norvège et Suède - destinés aux pays les moins avancés consistaient en apports fournis uniquement sous forme de dons, tandis que les programmes d'assistance de quatre autres - Belgique, Canada, Royaume-Uni et Suisse - comportaient un élément "don" supérieur à 98 p. 100.

III. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES A LA CONFERENCE SUR LA  
COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE ET REITEREES DANS LA  
RESOLUTION 32/181 DE L'ASSEMBLEE GENERALE

10. La Conférence sur la coopération économique internationale a fait plusieurs recommandations visant expressément à aider les pays développés à essayer d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 fixé pour l'APD. Ces recommandations ont été réitérées dans la résolution 32/181 de l'Assemblée générale. Plus précisément, il y est recommandé que les pays développés :

a) Augmentent chaque année leur budget d'aide publique au développement dans une proportion donnée calculée sur plusieurs années;

b) Réservent au moins 1 p. 100 de l'accroissement annuel escompté de leur produit national brut à l'augmentation de leurs apports d'aide publique au développement;

c) Fassent figurer dans leurs plans économiques des objectifs relatifs au volume de l'aide;

d) Entreprennent une planification à long terme de leurs budgets d'aide.

11. Les recommandations relatives aux politiques des pays donateurs en matière de budgétisation de l'aide ont essentiellement pour objet de les engager à adopter des mesures budgétaires visant expressément à garantir que l'aide au développement soit fournie dans des conditions sûres, prévisibles et continues.

12. Les mesures adoptées pour mobiliser et fournir, dans des conditions sûres, prévisibles et continues, des ressources financières aux fins du développement à l'intention des pays en développement et des institutions multilatérales varient considérablement d'un pays à l'autre. Quelques pays développés ont adopté des mesures qui, avec le temps, leur ont permis d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 pour l'APD, ou qui sont conçues pour produire dans le proche avenir des courants d'aide correspondant à cet ordre de grandeur. Un élément important de ces

/...

politiques est l'adoption d'une planification prévisionnelle. Cette planification est plus ou moins élaborée et plus ou moins proche de sa forme définitive selon les pays, mais en général elle comporte une appréciation sommaire des résultats et des perspectives économiques de chaque pays bénéficiaire et une évaluation de ses besoins en matière d'aide, compte tenu de l'horizon de planification du pays assisté. En outre, cette forme de programmation apporte aux donateurs un cadre de référence qui lui permet de faire connaître, du moins aux principaux bénéficiaires de son aide, ses intentions dans leurs grandes lignes pour les quelques années à venir.

13. Toutefois, il n'a pas été facile de concilier le voeu des pays en développement qui voudraient que les engagements d'aide s'inscrivent dans un calendrier à plus long terme avec le voeu des donateurs qui voudraient conserver une certaine souplesse dans leurs allocations au titre de l'aide. Dans l'ensemble, les donateurs ont préféré se ménager une plus grande souplesse dans leurs engagements d'aide à long terme. Aussi est-il rare qu'ils prennent à l'avance des engagements qui les lient pour la totalité de leur programme d'aide bilatérale. Il n'empêche que certains pays comme le Danemark, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suède - qui concentrent leur aide bilatérale sur quelques pays bénéficiaires - peuvent effectivement prendre un engagement qui les lient pour la totalité de leur programme bilatéral puisque le programme d'aide pour chaque bénéficiaire fait l'objet d'une planification prévisionnelle. La planification prévisionnelle concernant certains éléments de l'aide (assistance technique dans le cas de la France, de l'Italie et de la Suisse) est aussi utilisée assez souvent dans les programmes bilatéraux.

14. Il arrive souvent que l'organisme d'aide peut s'engager à l'avance auprès de tel ou tel bénéficiaire sans avoir besoin pour cela de l'assentiment du Parlement, mais les usages des donateurs à cet égard varient considérablement. Dans le cas de la République fédérale d'Allemagne, les engagements anticipés doivent être approuvés formellement par le Parlement qui fixe un plafond d'engagements à ne pas dépasser. Au Danemark, la plupart des dons et la totalité des prêts au développement doivent en théorie être approuvés par le Parlement, mais dans la pratique cette approbation est rarement sollicitée. Le Parlement peut déléguer son pouvoir en la matière à l'organisme d'aide qui est ainsi autorisé à prendre des engagements anticipés sans dépasser un certain plafond, soit pour des projets distincts soit pour des programmes complets. Dans les pays où le Parlement exerce un contrôle restreint sur les engagements anticipés (Belgique, Canada, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni), la formule est différente et l'organisme d'aide peut engager des fonds pour les années à venir compte tenu des chiffres d'encadrement et du niveau escompté des ouvertures de crédits. Aux Etats-Unis, le budget de l'aide est examiné de très près par le Congrès, ce qui fait que dans la pratique il est impossible de prendre des engagements anticipés qui aient un caractère obligatoire s'il n'y a pas de fonds ayant déjà fait l'objet d'un engagement de dépense. Toutefois, l'Agency for International Development (AID) peut indiquer approximativement, à l'occasion des opérations de programmation par pays entreprises en consultation avec les futurs bénéficiaires, le niveau général de l'aide au développement susceptible d'être fournie sous réserve d'approbation du Congrès. En Suède, le gouvernement est autorisé à prendre des engagements jusqu'à concurrence d'un chiffre plafond

/...

équivalant au triple du montant des crédits ouverts pour l'exercice en cours, et c'est là une pratique qui pourrait à première vue être prise comme modèle par les pays qui veulent donner aux bénéficiaires des chiffres totaux de planification prévisionnelle dont ils puissent être sûrs.

15. Pour aider les pays développés à atteindre l'objectif de 0,7 p. 100, il a été suggéré à la Conférence sur la coopération économique internationale - et l'idée a été reprise dans la résolution 32/181 - que chaque pays donateur réserve chaque année au moins 1 p. 100 de l'accroissement escompté de son PNB à l'augmentation de son APD. La raison d'être de cette proposition est évidente : du fait qu'elle prend en compte les difficultés qu'ont eues plusieurs pays donateurs pour mobiliser un volume d'APD qui corresponde aux normes internationales, cette formule fournit aux donateurs le moyen d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 dans un délai tel que l'effort supplémentaire qu'ils consentiraient ne viendrait pas perturber leur budget. En même temps, elle assurerait un certain degré de continuité aux crédits ouverts au titre de l'aide tout en garantissant que la plus grande partie de l'effort serait mise à la charge des pays les plus éloignés des niveaux fixés pour l'APD. Elle apporterait ainsi une plus grande équité dans le partage de la charge.

16. Afin de mieux faire ressortir les avantages de cette formule, nous indiquons au tableau 5 quels auraient été en 1977 les rapports APD/PNB si chaque pays donateur du CAD l'avait appliquée pendant les années 70 (c'est-à-dire depuis 1971) a/. L'APD totale, qui s'est chiffrée effectivement à 14,6 milliards de dollars en 1977, aurait plus que doublé et se serait montée à 32,1 milliards de dollars. Quant au rapport APD/PNB global, il aurait atteint 0,69 p. 100, soit un chiffre inférieur de très peu à l'objectif de 0,7 p. 100. Le tableau montre que 10 des 17 pays donateurs du CAD auraient atteint l'objectif. Pour ce qui est des sept autres, quatre auraient eu un rapport dépassant 0,65 p. 100, deux un rapport dépassant 0,60 p. 100, et l'Italie aurait atteint un rapport de 0,53 p. 100 soit 6 fois le rapport effectif de 1977.

17. Un examen du coefficient marginal d'APD effectivement enregistré pendant la période de 1971 à 1977 apporte des enseignements supplémentaires. Pour l'ensemble des pays du CAD, il s'est chiffré à 0,29 p. 100 seulement; autrement dit, sur chaque dollar dont s'est accru leur PNB global pendant la période considérée, 29 cents seulement ont été consacrés à l'aide publique au développement. Ce chiffre de 0,29 p. 100 considéré comme une mesure de l'effort consenti par chaque pays du CAD, explique pourquoi le rapport APD/PNB global est tombé de 0,34 p. 100 en 1971 à 0,30 p. 100 en 1977. Il n'y a que trois pays donateurs du CAD (Norvège, Pays-Bas et Suède) dont le coefficient marginal d'APD a dépassé 1 p. 100. Ce n'est donc pas une coïncidence si ces trois pays sont les seuls à avoir atteint l'objectif de 0,7 p. 100 en 1977. Les coefficients marginaux d'APD des trois principaux pays du CAD - Etats-Unis d'Amérique (0,10 p. 100), Japon (0,21 p. 100) et République fédérale d'Allemagne (0,20 p. 100) - contribuent beaucoup à expliquer la diminution du rapport APD/PNB global intervenue jusqu'ici dans la décennie en cours.

---

a/ Nous sommes partis de l'hypothèse que les accroissements effectifs et les accroissements prévus du PNB seront identiques.

Tableau 5

Niveaux qu'aurait atteints en 1977 le rapport APD/PNB des pays membres du CAD si chacun d'eux avait chaque année réservé au moins 1 % de l'accroissement de son PNB à l'aide publique au développement depuis 1971

Pays membres du CAD	Rapport APD/PNB effectif		Rapport APD/PNB hypothétique en 1977 a/	Coefficient marginal d'APD b/.
	1971	1977		
	(1)	(2)	(3)	(4)
Australie	0,53	0,45	0,81	0,40
Autriche	0,08	0,24	0,68	0,33
Belgique	0,50	0,45	0,82	0,43
Canada	0,42	0,51	0,73	0,59
Danemark	0,45	0,61	0,76	0,74
Finlande	0,12	0,17	0,66	0,20
France	0,65	0,63	0,85	0,61
Allemagne, Rép. féd. d'	0,33	0,26	0,71	0,20
Italie	0,15	0,09	0,53	0,01
Japon	0,25	0,21	0,74	0,21
Pays-Bas	0,58	0,84	0,95	1,00
Nouvelle-Zélande	0,23	0,35	0,61	0,47
Norvège	0,33	0,82	0,76	1,10
Suède	0,43	0,99	0,74	1,47
Suisse	0,12	0,19	0,66	0,23
Royaume-Uni	0,39	0,53	0,65	0,35
Etats-Unis d'Amérique	0,31	0,22	0,62	0,10
<u>Chiffres globaux</u>	0,34	0,30	0,69	0,29

Source : secrétariat de la CNUCED.

a/ Cette colonne montre quel aurait été le rapport APD/PNB en 1977 pour chaque pays membre du CAD si, utilisant une planification budgétaire prévisionnelle, il avait réservé 1 % de l'accroissement de son PNB à l'APD depuis 1971.

b/ Il s'agit de la part de l'accroissement du PNB que les pays membres du CAD ont effectivement consacrée à l'augmentation de leur aide publique au développement entre 1971 et 1977.

Programme d'action spéciale

18. Les pays développés qui ont participé à la Conférence sur la coopération économique internationale sont convenus de verser au titre du Programme d'action spéciale - sous réserve, le cas échéant, de l'approbation de leur Parlement - un milliard de dollars qui serait distribué aux pays bénéficiaires en tant qu'aide additionnelle et, dans la mesure du possible, en tant qu'aide à versements rapides par des voies multilatérales, ou dans le cadre de l'assistance bilatérale, ou encore sous la forme d'un allègement de dette, toutes ces formules présentant un intérêt comparable. Les pays bénéficiaires visés par le Programme d'action spéciale ayant des moyens limités pour assurer le service de leur dette, il a été entendu que les contributions devraient être assorties de conditions très libérales, se rapprochant dans l'ensemble de celles de l'IDA. Les donateurs prendraient les dispositions voulues pour assurer la coordination du Programme.

19. Le tableau suivant donne les contributions que les pays développés ayant participé à la Conférence sur la coopération économique internationale sont convenus de verser au Programme d'action spéciale :

En millions de dollars  
 des Etats-Unis

Pays	Total	Voies multilatérales	Voies bilatérales	Allègement de la dette
Australie	18	9 <u>a/</u>	9 <u>a/</u>	- <u>a/</u>
Canada	51	16 <u>a/</u>	-	35
Communauté économique européenne	385	385	-	-
Japon	114	-	114	-
Espagne	2	-	2	-
Suède	29	2 <u>a/</u>	-	27
Suisse	26	-	-	26
Etats-Unis	375	-	375	-
Total	1 000	412	500	88

a/ Ventilation annoncée après la Conférence.

20. La contribution de l'Australie (18 millions de dollars) servira, à parts égales, à accroître ses contributions au titre de l'aide internationale au développement et à accorder des dons bilatéraux aux pays remplissant les conditions requises. Pour le moment, l'Australie n'envisage pas d'opérer des versements en 1977/1978 car aucun crédit n'a été ouvert à cette fin dans le budget de cet exercice.

21. Sur les 51 millions de dollars qui représentent la contribution du Canada, 35 millions seront consacrés à l'allègement de la dette et les 16 millions restants seront distribués par des voies multilatérales.

/...

22. La Communauté économique européenne a décidé à la Conférence sur la coopération économique internationale de verser une contribution de 385 millions de dollars au Programme d'action spéciale et de confier la gestion de ces fonds à l'IDA. A cette fin, il a été signé entre la Communauté et ses Etats membres, d'une part, et l'IDA, d'autre part, un accord de gestion qui est en cours de ratification dans les pays membres où cette procédure est nécessaire.

23. Voici comment se répartit la contribution globale entre les pays membres de la Communauté :

	<u>En millions de dollars</u>	<u>Part en pourcentage</u>
Belgique	15,9	4,1
Danemark	11,3	2,9
France	56,5	14,7
Allemagne, Rép. féd. d'	119,1	30,9
Irlande	1,0	0,3
Italie	34,9	9,1
Luxembourg	0,5	0,1
Pays-Bas	30,8	8,0
Royaume-Uni	115,0	29,9
Total	<u>385,0</u>	<u>100,0</u>

24. L'Association internationale de développement, pour sa part, veillera à ce que les fonds fassent l'objet d'un engagement de dépense dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord et soient effectivement versés dans les deux années suivant cette date. Les crédits accordés aux pays bénéficiaires viendront s'ajouter aux opérations normales de l'IDA : ils seront versés aux conditions qu'elle utilise habituellement et serviront à financer des projets ou des programmes prévoyant des versements rapides, y compris des projets sectoriels.

25. La contribution du Japon (114 millions de dollars) devrait en principe être consacrée à une assistance bilatérale à versements rapides accordée aux pays à faible revenu à des conditions très libérales pendant ou après l'exercice 1977. Il n'est pas possible de déterminer avec précision le montant du versement que le Japon s'est engagé à effectuer.

26. Nous n'avons actuellement aucun renseignement permettant de définir la procédure suivie par l'Espagne pour les engagements de dépenses ni le calendrier de ses versements.

27. La Suède a annoncé à la Conférence sur la coopération économique internationale a) l'annulation des dettes des pays les moins avancés et des pays les plus gravement touchés, cette opération devant s'échelonner sur la période allant de 1977/1978 à 1981/1982; et b) un programme d'aide bilatérale à versements rapides se montant à 10 millions de couronnes suédoises.

/...

28. D'après les renseignements qu'elles ont fournis, les autorités suédoises ont annulé pour 1977/1978 la dette de sept pays (Bangladesh, Botswana, Ethiopie, Inde, Kenya, République-Unie de Tanzanie et Soudan), et se proposent de demander au Parlement d'approuver l'annulation de dettes pour les exercices 1978/1979 à 1981/1982 dans le cadre du projet de loi de finances et de budget pour 1978/1979. La Suède a annoncé à l'Organisation des Nations Unies qu'elle annulerait la totalité des dettes d'APD contractées auprès d'elle par tous les pays les moins avancés et tous les pays les plus gravement touchés (en l'occurrence, il s'agit des sept pays susmentionnés plus le Pakistan). Cette mesure est inscrite dans le projet de loi de finances et de budget pour 1978/1979. Il est spécifié que l'annulation s'applique à toutes les dettes d'APD contractées par les pays les moins avancés et par les pays les plus gravement touchés, mais qu'elle ne concerne pas les dettes de la Banque de développement est-africaine.

29. En 1977, les autorités fédérales suisses ont soumis au Parlement un projet de texte concernant la contribution au Programme d'action spéciale en faveur des pays à faible revenu. En vertu de ce texte qui a été approuvé par le Parlement en décembre 1977, seront convertis en dons, à compter du 1er janvier 1978, des crédits d'un montant total de 179,2 millions de francs suisses, la valeur actualisée se montant à 67,4 millions de francs suisses, soit 26,9 millions de dollars.

30. Les affectations budgétaires de la contribution des Etats-Unis (375 millions de dollars) n'ont pas été définies séparément mais on pense qu'elle viendra s'ajouter, à partir de l'exercice 1977, à l'aide bilatérale destinée aux pays admis au bénéfice de l'assistance de l'IDA. La contribution américaine fera l'objet d'engagements de dépenses pendant les exercices auxquels elle est affectée, c'est-à-dire 1977/1978 et 1978/1979.

31. Pour pouvoir apprécier la réaction des pays donateurs aux accords réalisés à la Conférence sur la coopération économique internationale, il faut déterminer, d'abord, si les engagements de dépenses viennent s'ajouter à l'assistance antérieurement envisagée et, ensuite, si le processus effectivement suivi pour transformer les promesses faites à la Conférence en engagements et versements venant au moment opportun est dans l'ensemble réellement conforme à la décision d'entreprendre un programme d'aide comportant des versements rapides destiné à répondre aux besoins immédiats des divers pays à faible revenu.

32. D'après les renseignements dont on dispose, il est difficile de dire avec certitude si le Programme dans sa totalité vient s'ajouter à ce que les pays donateurs se seraient engagés à faire en son absence. Dans le cas, par exemple, des contributions de la Communauté économique européenne, il apparaît que les contributions aux ressources de l'IDA viennent s'ajouter aux programmes d'aide communautaire. Comme nous l'avons déjà noté, quand l'accord réalisé entre la Communauté et l'IDA sera ratifié, les fonds devraient faire l'objet d'engagements de dépenses dans les six mois suivant son entrée en vigueur et être versés dans les deux années suivant cette date. En principe, il est donc improbable qu'une part importante des fonds en cause commence à être versée avant 1980, ce qui fait que les versements risquent fort de s'échelonner au-delà de cette même année.

/...



33. Les renseignements concernant le programme des Etats-Unis ne peuvent pas être séparés en rubriques distinctes et il est donc difficile de répondre avec certitude à la question de savoir s'il s'agit d'un programme d'aide additionnelle et si les versements seront effectués en temps opportun. Pour savoir vraiment si une aide est additionnelle ou non il faut se référer à ce que les donateurs ont dit publiquement au sujet des niveaux d'assistance qu'ils entendent respecter pendant une période de temps donnée. Sans ces renseignements, il est difficile de dire si le Programme d'action spéciale viendra s'ajouter à l'assistance déjà envisagée ou s'il ne se serait peut-être pas concrétisé sous une forme ou sous une autre même si les engagements correspondants n'avaient pas été contractés.

34. Les contributions au Programme d'action spéciale sous la forme d'un allègement de la dette restent le moyen le plus efficace d'accorder une aide qui vienne au moment opportun. Abstraction faite de la Suède et de la Suisse - qui l'une et l'autre se sont engagées à consacrer la quasi-totalité de leur contribution à l'allègement de la dette - et du Canada - qui s'est engagé à consacrer près de 70 p. 100 de sa contribution à cette forme d'assistance - tous les autres pays considérés ont décidé de distribuer leur contribution par des voies multilatérales ou bilatérales.

35. Il est clair que sur ce milliard de dollars, il n'en sera vraisemblablement versé qu'une très petite fraction à compter de 1979. De fait, dans le cas des engagements pris par les Etats-Unis et par la Communauté économique européenne, qui ensemble représentent 76 p. 100 des engagements contractés au titre du Programme, il ne faut pas s'attendre à des versements importants avant la fin de 1980.

-----